



06 29 82 52 96

Les grévistes Sans-papiers de RSI veulent leur régularisation !!!!

Rassemblement devant la préfecture de Nanterre, mardi 18 janvier à 14h00

Depuis le 1er novembre, nous tenons un piquet de grève devant l'agence RSI de Gennevilliers, 10 rue de la Sablière, dans le quartier des Grésillons.

RSI est une entreprise d'intérim spécialisée dans le Bâtiment et les Travaux Publics. RSI fournit de la main-d'œuvre précaire pour les entreprises des chantiers.

"On travaille comme des esclaves"

« Tout le monde sait que nous n'avons pas de papiers, l'agence d'intérim, les chefs sur les chantiers... Ils nous traitent d'emblée différemment : on est insultés, sous pression. Si on se défend, on nous répond "Fin de mission". Si on est blessés et qu'on ne peut pas retourner sur le chantier, on est virés, sinon on continue de travailler malgré les douleurs. On travaille comme des esclaves et on n'est pas considérés comme des hommes » (Le Parisien du 2 novembre)

Première victoire : RSI a accepté de délivrer les documents de régularisation

Le 29 novembre, le groupe BELVEDIA, qui possède la société d'intérim RSI, afin de résoudre ce conflit social, a accepté de délivrer 83 cerfas (les promesses d'embauche... ou plutôt de réembauche) et l'ensemble des documents demandés par les préfectures. À partir de là, nous nous sommes tournés vers la préfecture du 92.

La préfecture refuse de nous recevoir

Une lettre de demande de rendez-vous a été envoyée le 9 décembre. Une réponse a été faite à notre collectif le 22 décembre et à la députée Elsa Faucillon le 3 janvier, nous demandant d'aller voir les autres préfectures et, pour ce qui est du 92, de passer par internet... individuellement bien sûr.

Exploitation des Sans-papiers, l'État montre l'exemple

La logique de la préfecture, en admettant qu'on parvienne à franchir les barrières numériques, c'est de régulariser quelques personnes et de maintenir Sans-papiers la très grande majorité. C'est ainsi que l'État a créé un marché de main-d'œuvre de 6 à 700 000 Sans-papiers dans lequel les employeurs n'ont qu'à piocher. Et l'État lui-même montre l'exemple. Notre collectif tient deux autres piquets de grève, l'un devant l'agence **Chronopost** d'Alfortville dans le 94, l'autre devant la plate-forme **DPD** du Coudray-Montceaux dans le 91. Dans ces filiales de **La Poste**, encore entreprise d'État, des milliers d'intérimaires, Sans-papiers comme nous, trient les colis à toute heure du jour et de la nuit.

LA PRÉFECTURE DOIT RÉGULARISER TOUS LES GRÉVISTES DE *RSI* ET LEURS SOUTIENS SANS-PAPIERS

**TOUS ENSEMBLE DEVANT LA PRÉFECTURE DE NANTERRE
MARDI 18 JANVIER à 14h00**

Le Collectif des Travailleurs Sans-Papiers de Vitry et le Comité de soutien qui comprend des citoyens de Gennevilliers et d'ailleurs, ainsi que les organisations : **ATMF (BNS)**, **ATMF Gennevilliers**, **Ensemble, Gennevilliers Insoumise (LFI)**, **LO**, **PCF**, **PRCF**, **ROSI France...**

Contact : ctspv94@gmail.com



Photo de groupe du piquet RSI, devant l'agence, le samedi 27 novembre au meeting organisé par le maire de Gennevilliers pour "inaugurer" la tente *barnum* installée la veille. Cette tente subit aujourd'hui les foudres du préfet qui a intenté une action en justice pour la faire enlever.